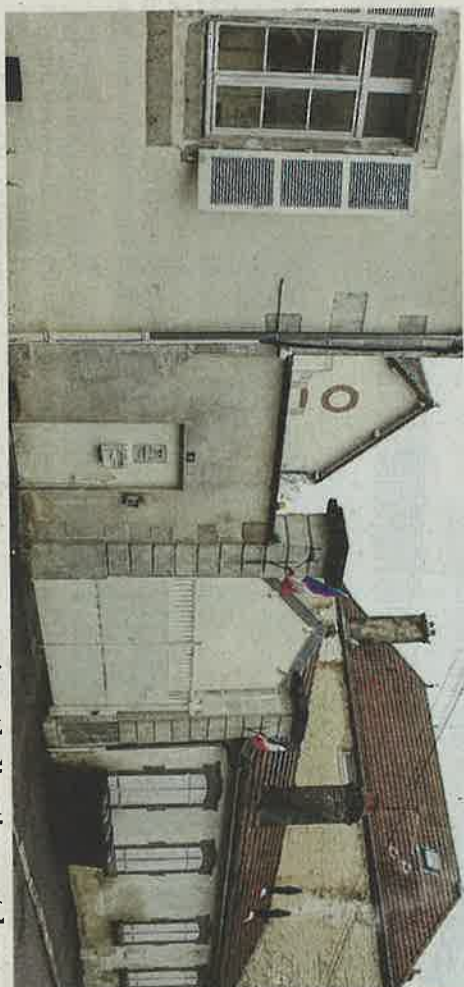


Châtillon-sur-Seine

« Ça ne fonctionne pas » : les admissions suspendues au centre éducatif fermé

À l'arrêt pendant un an, l'activité du centre éducatif fermé de Châtillon-sur-Seine avait repris en octobre. Mais les admissions de mineurs délinquants sont à nouveau suspendues. Si la protection judiciaire de la jeunesse annonce un nouveau projet, les syndicats continuent de dénoncer un « naufrage institutionnel ».



Le CEF de Châtillon-sur-Seine va connaître une restructuration et la direction veut donner une nouvelle impulsion. Photo archives Astrid Gayet

Depuis le 22 décembre, le centre éducatif fermé (CEF) de Châtillon-sur-Seine n'accueille plus de mineurs. La structure, qui constitue une alternative à l'incarcération pour les mineurs multirécidivistes, a une nouvelle fois suspendu provisoirement son activité, seulement trois mois après sa réouverture. « Je me répète, mais c'est un naufrage institutionnel, ça ne fonctionne pas et ça ne fonctionnera jamais, on n'arrive pas à assurer une prise en charge de qualité », lance Mathieu Moreau, éducateur et secrétaire régional du syndicat SNPES-PJJ FSJ. « C'est de pire en pire à chaque fois, il faut le fermer définitivement, mais la direction de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) s'en tête et veut ouvrir à tout prix. »

Florence Barthélémy, directrice territoriale de la PJJ, assure que le centre éducatif fermé de Châtillon-sur-Seine va connaître une restructuration et la direction veut donner une nouvelle impulsion. Elle reconnaît que le CEF « rencontre des difficultés de fonctionnement depuis plusieurs années : manque d'attractivité du bassin d'emploi, centre éloigné du centre urbain. Il ne peut plus fonctionner selon des modalités classiques. »

Des travaux de restructuration et d'extension de l'unité d'hébergement et de vie collective sont en cours « afin de moderniser le bâtiment pour qu'il réponde au cadre immobilier des CEF dits de "nouvelle génération" », précise Florence Barthélémy. « Pendant ces travaux, une solution de relogement provisoire sur site a été prévue avec des bâtiments en modulaires qui nécessitent une réorganisation des lieux et donc une courte suspension de l'activité. La PJJ souhaite donc une nouvelle impulsion au CEF avec ce nouveau projet d'établissement. »

Mais les syndicats, qui n'ont pas été associés à la construction de ce projet, sont persuadés que cela sera encore un échec. « On nous dit que ça devrait rouvrir le 1^{er} avril, mais ça risque d'être une triste blague », lance Mathieu Moreau, opposé aux CEF en général. « Le CEF, c'est un vieux serpent de mer. La problématique est structurelle, enfermer les jeunes les plus difficiles avec des professionnels, c'est les mettre tous en danger. La PJJ soutient mordicus ce système, l'antichambre de la prison, alors que les effets attendus ne sont pas au rendez-vous. »

« De la maltraitance institutionnelle »

Rappelons qu'à l'été 2022, le CEF avait été fermé à cause de difficultés de recrutement principalement. Et il n'avait rouvert qu'en... octobre 2023. « Il ne s'est rien passé pendant un an, aucun professionnel ne voulait y aller », affirme Mathieu Moreau. « Puis, ils ont réussi à remonter une équipe avec des éducateurs et des contractuels pour accueillir cinq ou six jeunes. Mais en deux mois, les collègues étaient déjà en difficulté et ont subi de la maltraitance institutionnelle. L'encadrement dévalorisait les équipes d'éducateurs, alors que certains venaient de loin pour travailler. Depuis, ils sont affectés à droite à gauche provisoirement. »

Mathieu Moreau et son syndicat continuent de se battre pour favoriser les foyers en milieu ouvert, plutôt que les CEF. « Si on supprimait les CEF et qu'on récupérerait leurs moyens financiers énormes, on pourrait vraiment s'occuper de ces jeunes et de leur réinsertion. La philosophie de l'enfermement ne doit plus prendre le dessus », martèle-t-il.

● Yannick Berton